



## Justice fiscale

### **Objectif de ce document :**

- Informer l'EB-148 des activités menées en matière de fiscalité depuis l'EB-147 ; et
- Informer l'EB-148 de l'action proposée en matière fiscale pour 2016.

### **Voir également :**

- ✓ EB-147, Document sur la justice fiscale.

**Contexte :** Dans le sillage des résolutions du Congrès de 2012 et des précédentes réunions du Conseil exécutif, l'ISP s'est établie comme figure de proue mondiale de la lutte pour la justice fiscale. Elle a figuré au cœur de trois des plus vastes initiatives mondiales en faveur de la justice fiscale destinées à influencer un certain nombre de forums décisionnels mondiaux liés à la fiscalité l'an passé, y compris la Conférence ministérielle sur le financement du développement et la conclusion du projet de l'OCDE intitulé Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS, d'après son acronyme anglais - *Base Erosion and Profit Shifting*). L'ISP a investi dans un précieux partenariat avec la FES entraînant chaque année une augmentation de l'aide financière depuis 2014. Celle-ci totalisait 98 000 € en 2015, puis 171 000 € en 2016.

### **Débat :**

#### Sommet syndical mondial sur la fiscalité

Tous les travailleurs sont affectés par un système fiscal mondial déficient ; pour aboutir, la lutte en faveur de la justice fiscale requiert l'engagement du mouvement syndical dans sa globalité. Malgré les opportunités qui s'offrent actuellement, les syndicats du secteur privé les centrales syndicales nationales et la CSI n'ont pas fait de la justice fiscale une priorité importante de leur action. Avec le soutien de la FES, l'ISP a organisé un Sommet syndical mondial sur la fiscalité dont le but était d'assurer que les syndicats du monde entier comprennent l'importance de la justice fiscale pour les travailleurs ainsi que les possibilités offertes pour changer la donne ; il s'agissait également de les amener à s'engager à agir.

[http://www.world-psi.org/sites/default/files/fr\\_detailedprogramme\\_final.pdf](http://www.world-psi.org/sites/default/files/fr_detailedprogramme_final.pdf)

Des dirigeants syndicaux de plus de 25 pays ont assisté à ce sommet. Figuraient au nombre des intervenant(e)s Simon Bowers, correspondant d'affaires pour le journal The Guardian ; Rudy De Leeuw – Vice-Président de la CSI et Président de la FGTB, Belgique ; Krishen Mehta, ancien partenaire de PricewaterhouseCoopers ; Raffaele Russo, Responsable du projet BEPS de l'OCDE et Adriano Campolina, Directeur exécutif d'ActionAid. L'ISP et la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) sont à l'origine d'un rapport au sujet des montages de fraude fiscale mis en place par le géant américain du pétrole, Chevron, pour économiser plusieurs milliards de dollars d'impôts.

[http://www.world-psi.org/sites/default/files/documents/research/fr\\_chevronexecutivesummary.pdf](http://www.world-psi.org/sites/default/files/documents/research/fr_chevronexecutivesummary.pdf)

Le sommet est parvenu à un niveau élevé de consensus quant à l'importance de cibler l'évasion fiscale des multinationales, taxer les grandes sociétés où l'activité économique a lieu et appuyer la mise en place d'une instance fiscale intergouvernementale. Il a également marqué la prise d'engagements sur tout un éventail d'actions prioritaires incluant des recherches plus

poussées sur les entreprises, une coopération accrue entre les syndicats du secteur privé et public, une meilleure prise en compte des sexospécificités dans le cadre du débat sur la fiscalité et la production de matériel en lien avec la justice fiscale.

#### ICRICT

L'ISP est membre fondateur du Comité directeur de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (ICRICT) dont elle a pris la présidence à partir de cette année. L'ICRICT a été mise en place pour permettre de présenter, sur la scène internationale, des visions politiques alternatives essentielles et crédibles dans le contexte du débat mondial sur la fiscalité. La Commission est présidée par l'ancien Secrétaire général adjoint des NU José Antonio Ocampo et inclut les Commissaires Joseph Stiglitz, Magdalena Sepúlveda Carmona, Eva Joly et Ifueko Omoigui Okauru. L'ISP représente le mouvement syndical mondial au niveau du Comité directeur et elle a notamment contribué à la rédaction de la déclaration, elle a organisé la stratégie médiatique de l'ICRICT, elle a financé et développé le site web de l'ICRICT et dirigé les activités de levée de fonds (y compris en ralliant le généreux soutien de la FES). <http://www.icrict.org/>

L'ICRICT a communiqué ses conclusions l'an dernier à Trente, Italie, où la Secrétaire générale de l'ISP, Rosa Pavanelli, a prononcé une allocution d'ouverture. <http://www.icrict.org/declaration/> Ces conclusions ont fait l'objet d'une vaste couverture par les médias internationaux, y compris CNN, BBC, Reuters, Financial Times, Le Monde, La Repubblica, Handelsblatt, Wall Street Journal, The Guardian, Bloomberg, Al Jazeera et bien d'autres encore. <http://www.icrict.org/category/resources/press/>

L'ICRICT a organisé des sessions à Addis-Abeba, Ethiopie, en amont de la Conférence ministérielle sur le financement du développement, et elle a fait pression en faveur de l'inclusion d'une instance fiscale mondiale dans le texte de la conférence. Bien que cette instance n'ait pas été établie suite à l'événement, les pressions que nous avons exercées ont tout de même permis de susciter la mise à niveau du Comité des Nations Unies sur les affaires fiscales. Les commissaires de l'ICRICT ont également assisté au Sommet des dirigeants du G20, à la réunion des ministres des Finances du G20, à la réunion du Comité des Nations Unies sur les affaires fiscales, aux réunions du FMI et de la Banque mondiale ainsi qu'à d'autres événements internationaux.

Récemment, l'ISP a appelé ses affiliés à soutenir financièrement l'ICRICT en raison du refus des entreprises donatrices et des donateurs à vocation philanthropique. Le Huffington Post et le Washington Times se sont emparés de l'histoire. Beaucoup reconnaissent que sans le soutien de l'ISP, l'ICRICT n'existerait plus aujourd'hui. L'ISP remercie les nombreux affiliés donateurs pour leur générosité. Les affiliés qui souhaitent soutenir l'action de l'ICRICT peuvent s'adresser au siège de l'ISP et sont encouragés à passer le message à leurs sections.

#### Golden Dodges : La campagne d'évasion fiscale conduite par McDonald's

L'ISP et la FSESP ont collaboré avec l'UIES pour soutenir sa campagne Fight for Fifteen. L'une des initiatives majeures de cette collaboration a été le travail conjoint entre les syndicats mondiaux de la fonction publique, les syndicats de l'industrie alimentaire et la société civile en vue d'exposer au grand jour les pratiques d'évasion fiscale adoptées par McDonald's. Les rapports intitulés « Golden Dodges »

<http://www.world-psi.org/en/golden-dodges-how-mcdonalds-avoids-paying-its-fair-share-tax>  
et « Unhappy Meal »

<http://www.world-psi.org/fr/la-face-cachee-des-happy-meals-les-syndicats-denoncent-les-pratiques-fiscales-de-mcdonalds>

<http://www.notaxfraud.eu/>

ont, l'un comme l'autre, bénéficié d'une couverture médiatique significative et exercé une pression sur McDonald's dans le monde entier.

#### Symposium des travailleurs de l'OIT

L'ISP a réussi à susciter l'engagement de l'OIT, des FSI et du Conseil des Global Unions en faveur d'une réforme fiscale. Fait important, la Secrétaire générale de l'ISP a été invitée à s'exprimer le 15 décembre 2015 lors de la session d'ouverture du Symposium international des travailleurs sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement, soulignant les répercussions des pratiques d'évasion fiscale des multinationales sur le développement socio-économique des pays et des communautés impliqués dans l'effort de production mondial. Il s'agit ici d'un progrès important dans la mobilisation d'un soutien international en faveur de la justice fiscale. Le Symposium a permis de préparer le débat général à venir sur « Le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement », soulevé à l'occasion de la prochaine CIT en juin 2016, et les conclusions mentionnent la justice fiscale ainsi que la réforme du système fiscal mondial. [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_dialogue/---actrav/documents/meetingdocument/wcms\\_453849.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---actrav/documents/meetingdocument/wcms_453849.pdf).

#### Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS)

Ces deux dernières années, l'activité de l'ISP visait à influencer la réforme des règles fiscales internationales axée sur les entreprises, dans le cadre du projet BEPS de l'OCDE. Les résultats finaux ont été publiés par l'OCDE en octobre. Les pressions exercées par les syndicats et la société civile ont donné lieu à d'importants progrès pour contrer les pratiques d'évasion fiscale abusives des entreprises, y compris l'établissement de rapports pays par pays, l'échange automatique d'informations et le durcissement des règles régissant le chalandage fiscal et les pratiques fiscales néfastes. Après des décennies de résistance à toute forme de changement, il s'agit ici d'avancées importantes. Cependant, d'autres réformes fiscales éventuelles ont été rejetées dans des domaines tels que la présence numérique, les sociétés étrangères contrôlées et les règles relatives aux prix de transfert car le lobby des entreprises a accentué ses pressions auprès des acteurs de premier plan tels que les États-Unis et l'UE. L'ISP fait partie du groupe de suivi du BEPS qui a rédigé une analyse finale des résultats.

<https://bepsmonitoringgroup.wordpress.com/2015/10/05/overall-evaluation/>

#### Agenda politique post-BEPS

Grâce aux pressions exercées par les syndicats et la société civile autour du processus BEPS, la justice fiscale connaît à présent une dynamique au-delà du rapport final du BEPS. L'ISP a notamment mis au jour la tendance croissante à accepter la concurrence fiscale, ou le nivellement par le bas des taux d'imposition nationaux effectifs des grandes sociétés. Courant 2016, l'ISP cherchera à élargir notre champ d'action politique pour s'opposer à la concurrence fiscale, continuer de demander l'établissement d'une instance fiscale mondiale et revendiquer une attitude ouverte et transparente des gouvernements lorsqu'ils accordent des avantages fiscaux et proposent des mesures incitatives au profit des grandes sociétés – de préférence au travers de rapports annuels au parlement. Le Congrès de la CES a récemment recommandé un taux minimum d'imposition des entreprises de l'ordre de 25 % et l'ISP appuie cette recommandation.

#### Partenariat avec la FES

Les activités de l'ISP en 2016 comprendront des réunions nationales en Argentine, aux Caraïbes, au Brésil, au Mexique, en Indonésie au Nigéria, au Bénin, en Afrique du Sud et en Jordanie, ainsi que des réunions régionales en Amérique latine et en Afrique. Reconnaissant l'importance de la justice fiscale dans l'égalité des genres, l'ISP organise un Forum sur l'égalité et la justice fiscale en juillet 2016. L'ISP publiera des matériels et documents à l'utilisation des

affiliés. Fait important pour l'année 2016, un organisateur/-trice Justice fiscale sera recruté(e) en Afrique.

En raison d'un effectif insuffisant, nous n'avons pas été en mesure de mener l'ensemble des activités planifiées et d'honorer tous les engagements avec la FES. Notre plan de travail pour 2016 en tiendra compte.

**Incidence budgétaire :** Néant

**Étapes suivantes :**

- Recruter l'organisateur/-trice de campagnes sur la fiscalité en Afrique ;
- Mettre en œuvre le programme de travail convenu avec la FES ;
- Concevoir du matériel sur le thème de la justice fiscale.

**Il est recommandé à l'EB-148 de :**

- 1. PRENDRE NOTE du document ;**
- 2. APPROUVER la transition vers l'Agenda politique post-BEPS.**

**OUI / NON**  
**OUI / NON**

**Documents connexes :**

- ICRICT Declaration <http://www.icrict.org/declaration>
- OECD BEPS analysis <https://bepsmonitoringgroup.wordpress.com/2015/10/05/overall-evaluation/>
- OECD BEPS Report <http://www.oecd.org/tax/beps-2015-final-reports.htm>
- Golden Dodges Report <http://www.world-psi.org/en/golden-dodges-how-mcdonalds-avoids-paying-its-fair-share-tax>